

GUTENBERG LA FIBRE 2025

LE BULLETIN DE LA SECTION DES RETRAITÉS

URGENCE
SOCIALE



[HOMMAGE À CHARLIE HEBDO PUBLIÉ PAR LA FILPAC-CGT

**DIX
ANS
DÉJÀ.**

Dix années à se demander s'il est vraiment possible de mourir pour avoir voulu faire rire. Dix ans à entendre les bien-pensants asséner qu'on peut rire de tout, mais pas avec tout le monde. Et puis, caricaturer une religion, ce n'est pas bien. Ça peut blesser, faire mal, et en plus, ce n'est pas drôle. Mais dans la même phrase, ils ajoutent, comme pour se dédouaner : « *Je suis Charlie!* » Une formule magique censée effacer l'absurdité de leurs propos. L'émotion est devenue un slogan, un outil pour mieux étouffer l'humour et l'information.

Ne pas comprendre le dessin de presse, et son histoire si particulière avec la France, c'est réécrire le passé. Oublier que le dessin de presse n'a qu'une fonction : caricaturer pour éveiller les consciences. En riant, en souriant, en se révoltant, en étant choqué, en restant vivant. Sauf qu'aujourd'hui, les étriqués du bulbe n'ont qu'un objectif : aseptiser les crayons pour un rire cosmétique. Un rire propre, lisse, inoffensif. Sur scène comme dans les pages des journaux, il ne faut surtout pas faire de vagues. La peur du tribunal populaire des réseaux sociaux tue l'humour aussi sûrement que les frères Kouachi. Mais un monde où le rire est contrôlé, disons-le franchement, c'est chiant.

Les fous de Dieu, eux, ne comprennent rien. Il leur en faut toujours plus. Ou plutôt, toujours moins. Moins de dessins, moins de blagues, moins de liberté, moins de cheveux qui dépassent, moins d'avortements, moins d'homos, moins de différences. Moins de vie, tout simplement. Ils invoquent le respect pour mieux nous faire taire. Combien de professeurs n'osent plus aborder les guerres de religion, quel qu'en soit le siècle? Combien de dessinateurs de presse sont censurés pour avoir croqué un dieu ou un prophète avec le service trois pièces à l'air? Aucune religion n'a le monopole de la bêtise. Les dix ans de l'attentat contre Charlie Hebdo ne doivent pas être tristes. Le meilleur hommage, c'est de continuer à rire, à s'amuser les uns avec les autres. Bref, de s'éclater sans bombes et de se fendre la gueule sans lames de couteaux. Vous avez le choix des larmes.

Notre Bulletin « Gutenberg-La Fibre » profite de cet hommage pour remercier Rust de nous accorder l'utilisation de ses dessins satiriques qui sont publiés dans le site de la filpac-cgt et qui alimentent les articles de nos bulletins.

SOMMAIRE

- ▶ EDITO 3
- ▶ SECTION RETRAITÉS DU SILPAC-CGT
RAPPORT D'ACTIVITÉS 2024..... 4
- ▶ SECTION RETRAITÉS DU SILPAC-CGT
RAPPORT FINANCIER 6
- ▶ LA LUTTE DE CLASSE DE MACRON .. 8
- ▶ UNE INDUSTRIE EN CRISE
ET DES VIES EN JEU 10
- ▶ PAS D'ÉCONOMIE SUR
LE DOS DES RETRAITÉES 12
- ▶ LA SOCIALE : UNE CONQUÊTE QUI
NOUS EST TOUJOURS DISPUTÉE .. 14
- ▶ METTRE LA LUTTE CONTRE
L'EXTRÊME DROITE AU CŒUR DE
NOTRE STRATÉGIE SYNDICALE 16
- ▶ DOSSIER :INTELLIGENCE
ARTIFICIELLE (IA) NOTRE AFFAIRE
À TOUTES ET À TOUS..... 18
- ▶ JOB 1995-2025 :
30 ANS, DÉJÀ,
QUE LA LUTTE DÉMARRAIT
ET LA LUTTE CONTINUE! 23
- ▶ VINCENT BOLLORÉ :
SON RÔLE DANS LA DIFFUSION
DES IDÉES
DE L'EXTRÊME DROITE 29
- ▶ FIBRE-EXCELLENCE À ST-GAUDENS .. 31
- ▶ HUMEUR ET REVOLTE
CONTRE LES MÉDIAS
DE LA TNT 33
- ▶ SYNDICAT SED CGT
LA DÉPÊCHE DU MIDI 35
- ▶ APPEL DU COMITÉ GÉNÉRAL
DE L'UCR-CGT 37
- ▶ TLC : COMMENT UTILISER
VOS CARTES ADHERENTS 39

Connectez-vous sur votre site internet:
<http://www.silpac31-lesamis.com>

Pour toute l'actualité sociale
professionnelle et générale allez sur le site:
<http://www.filpac-cgt.fr/>

Pour tous contacts, notre adresse mail :
silpac31cgt.retraites@orange.fr



*Bulletin réalisé par la section retraité du silpac-cgt 31,
animé par J. Filouse et J.-P. Combebiac,
financé par la cotisation syndicale.*

Conception - réalisation : réalisée de façon militante
et bénévole par Sandrine Bellin
Photos : Vie Nouvelle - **Illustrations** : Rust / FILPAC-CGT
Impression : par nos soins
Nombre de tirage : 70 exemplaires

Sortir de la crise sociale, économique, environnementale et démocratique

Lors des derniers jours de l'année 2024, Sophie Binet, lors d'un interview, faisait état de la situation politique et sociale : « ... Si on fait la comparaison entre aujourd'hui et les années 1930, l'extrême droite et le fascisme, ne sont jamais arrivés au pouvoir tout seul. Et contrairement à ce qu'on raconte, ce n'est pas les ouvriers qui amènent au pouvoir l'extrême droite, c'est le capital et le patronat. Na-t-on pas eu dans les années 30 un patronat dont le slogan était plutôt Hitler que le front populaire parce qu'ils étaient en difficulté après la crise de 1929 et qu'ils voulaient empêcher les révolutions d'advenir. Aujourd'hui la stratégie d'Elon Musk, ou de Vincent Bolloré en France, c'est exactement la même chose, donc il y a une stratégie de bataille culturelle organisée par le capital pour mettre en place cette alliance droite/extrême droite et permettre l'extrême droite d'arriver au pouvoir, puisque les impasses du capitalisme sont de plus en plus visibles et flagrantes. Il y a une lucidité très importante et on a un basculement du capitalisme qui devient un capitalisme franchement autoritaire pour qui la démocratie est un problème donc ils ont besoin de faire cette alliance droite/extrême droite pour pouvoir continuer à s'accaparer nos richesses. »

La politique de Macron en refusant que les forces de gauche à travers le « front populaire » puisse gouverner pour mettre en place ses propositions sociales, soutenue par la CGT, tente par tous les moyens de barrer la route au partage des richesses et une autre politique économique, sociale et culturelle.

François Bayrou, comme Barnier avant lui, nommé anti-démocratiquement pour constituer un gouvernement prétend réparer le pays. Son choix s'est pourtant porté sur des personnalités politiques clivantes qui se sont illustrées par leur brutalité à l'encontre de la démocratie, de la continuation des délocalisations et casses industrielles, des emplois et de remises en causes des conquêtes sociales.

A la fois symboles d'un projet libéral rejeté par les urnes et incarnations du mépris pour le Parlement, plusieurs membres du nouveau gouvernement ont marqué l'histoire politique récente par leur manière autoritaire d'imposer des textes tels la loi Macron de 2014, le projet de loi immigration de 2023 ou la réforme des retraites et leurs volontés de réduire nos pensions. En outre, la coloration très droitière de ce nouveau gouvernement laisse peu de doutes sur le poids déterminant de l'extrême droite dans les choix opérés par le Premier ministre. Par ces nominations François Bayrou confirme qu'il ne porte aucune autre ambition que de poursuivre la politique menée depuis plus de 30 ans et en particulier celles menée par Macron depuis 7 ans.

Les vœux pour 2025, pour le mouvement syndical, sont clairs et précis que rien ne se fera sans l'intervention des travailleurs pour une autre société avec une autre politique gouvernementale plus juste, plus solidaire et fraternelle et militant pour la paix et agisse pour l'arrêt les guerres.

Notre section syndicale t'adresse tous nos vœux de bonne santé pour toi et votre famille.

JPC

SECTION RETRAITÉS DU SILPAC-CGT

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2024

Depuis le début de l'année 2024, la CGT a mené des actions syndicales majeures pour défendre les droits des travailleurs en France, dans un contexte marqué par des tensions sociales et économiques.

[**Voici les principaux axes de leurs mobilisations :**

Défense des droits sociaux et syndicaux

La CGT a dénoncé une intensification des attaques contre les libertés syndicales, notamment via des poursuites judiciaires et des tentatives d'expulsion de locaux syndicaux. Elle réclame une meilleure protection des militants syndicaux et l'abrogation des condamnations qu'elle juge abusives.

Mobilisations pour les services publics

Des actions ont été menées dans divers secteurs comme les entreprises de l'eau, la fonction publique territoriale, et les hôpitaux, ciblant notamment les réformes sur les retraites, la dégradation des conditions de travail, et les inégalités salariales. Les grèves du 8 mars (journée féministe) et du 19 mars figuraient parmi les temps forts.

Négociations salariales

Au sein de grandes entreprises la CGT a revendiqué des augmentations collectives et des primes de partage de la valeur, en réponse à des bénéfices en hausse et des conditions de travail qu'elle qualifie de difficiles pour les salariés.





Résistance à l'extrême droite et aux politiques libérales :

La CGT a affirmé son opposition aux politiques migratoires restrictives et aux idées d'extrême droite, tout en appelant à une refonte des mécanismes de solidarité et de justice sociale. L'année 2024 est vue comme un moment clé pour résister à ces tendances et renforcer la lutte pour le progrès social.

Ces mobilisations s'inscrivent dans une stratégie globale visant à préserver les acquis sociaux et à promouvoir une meilleure répartition des richesses, tout en affirmant un rôle central pour les syndicats dans les débats publics.

[Dynamique syndicale et revendications sociales

Les organisations syndicales et les Comités sociaux et économiques (CSE) gagnent en popularité. En 2024, 71 % des salariés ont une image positive des CSE, grâce notamment à leur implication dans les mobilisations contre la réforme des retraites.

[Conditions de travail et risques psychosociaux

Cependant, des défis persistent, tels que le recrutement de nouveaux membres et la prise en compte insuffisante des problématiques de santé, hygiène et sécurité au travail, dû en particulier aux lois Macron réduisant les droits des CHSCT et des représentations aux institutions représentatives du personnel en amalgamant CE et DP en un Comité social et économique (CSE).

Ces sujets restent prioritaires pour les élus syndicaux, avec une attention particulière portée aux rémunérations et au pouvoir d'achat.

[Environnement et nouvelles technologies

Bien que moins prioritaires, des thèmes émergents comme l'intelligence artificielle ou la prérogative environnementale du CSE commencent à apparaître sur les agendas syndicaux.

Ces évolutions traduisent un contexte social en mouvement, avec des efforts pour renforcer le pouvoir d'achat, soutenir l'emploi.

SECTION RETRAITÉS DU SILPAC-CGT RAPPORT FINANCIER

[Bilan financier au 31 décembre 2024

COMPTE DE RESULTAT	2024	2023
Produits		
Cotisations	4 193,00	4 482,00
Subventions		
Produits divers		
<i>Produits manifestations (voyage annuel)</i>		
<i>Ventes</i>		
<i>Produits des locations</i>		
Autres produits		
Produits financiers (intérêts livret)	89,44	76,72
Produits exceptionnels (solidarité mir)	780,00	
TOTAL des PRODUITS (A)	5 062,44	4 558,72
Charges		
Achats	658,43	270,95
<i>Carburant</i>		
<i>Fournitures et petits matériels (papeterie, logiciels, imprimante)</i>	658,43	270,95
Autres charges externes	1 244,50	1 156,39
<i>Frais d'impression (cartouches imprimante)</i>	169,02	80,59
<i>Charges locatives</i>		
<i>Maintenance et entretien</i>		
<i>Assurances</i>		
<i>Abonnements et documentation (vie nouvelle)</i>	684,50	655,80
<i>Cotisations diverses (cotis ufr et rmp)</i>	390,98	420,00
<i>Formations</i>		
Autres services extérieurs	1 001,98	706,14
<i>Honoraires</i>		
<i>AG, Congrès, Journées d'étude, Manifestations</i>	278,14	242,64
<i>Déplacements, missions et réceptions</i>	94,30	34,30
<i>Relations publiques</i>		
<i>Frais postaux et télécommunications</i>	514,17	518,36
<i>Services bancaires et assimilés</i>	115,37	89,16
Impôts et taxes		
Charges de personnel		
Autres charges	1 776,29	1 753,72
<i>Reversements Cogetise</i>	1 776,29	1 753,72
<i>Autres charges diverses</i>		
Dotations aux amortissements et provisions		
Charges financières		
Charges exceptionnelles solidarité (dont 300 silpac, 300 les Amis et 300 syndiqués)	1 000,00	
TOTAL des CHARGES (B)	5 681,20	3 887,20
RESULTAT (A) - (B)	-618,76	671,52

Au regard des comptes 2024, le résultat est légèrement déficitaire, conséquence d'un achat d'une imprimante pour le bureau. A noter, l'apport d'une solidarité à un camarade qui s'est retrouvé dans des difficultés après l'incendie qui a entraîné la destruction de sa maison.

Bilan qui fait face aussi à un effectif encore en baisse suite au décès de 2 adhérents. Le nombre d'adhérents, pour 2024, à jour de leur cotisation est de 34 syndiqués.

Je tiens également à remercier Sandrine Bellin, syndiquée chez les actifs du silpac-CGT 31, qui nous assure la réalisation technique de la mise en page et la qualité de notre bulletin.

[Cotisations Syndicales 2025

Concernant la cotisation syndicale de 2025, le bureau syndical propose de ne l'augmenter que de 50 centimes d'€ par mois, comme ces dernières années, ce qui établit une cotisation de :

- **Papier, Labeur, Distribution, Publicité**
11,50 € par mois (138 €/an)
- **Presse**
13,50 € par mois (162 €/an)

Cette cotisation bénéficie du remboursement fiscal de 66 %, qui vous est reversé en janvier par l'administration. Ce permet un **coût réel de la cotisation pour 138 € est de 47 €/an** (3,91 €/mois) et celle de 162 € est de 55 €/an (4,59 €/mois) Elle intègre l'abonnement à « Vie Nouvelle » qui est de 19 €/an et la Carte Loisirs TLC qui offre des réductions et des avantages au plan national

Pour info également, sur chaque cotisation syndicale payée, la section reverse 73 % à « Cogétise », structure de la CGT, qui les reversent aux différentes structures (confédération, fédérations et Union Départementales).

[**Réglement de la cotisation**

Le bureau vous recommande de privilégier le Prélèvement Automatique bimestriel ou annuel en nous transmettant simplement un RIB de votre banque (via un mail).

[**Bureau syndical**

L'Assemblée Générale du mardi 30 janvier 2024, avait élu le bureau syndical suivant :

Secrétaire général de la section

..... Bernard MARGRAS.

Secrétaire adjoint

..... Patrick MIR, Bernard LEJEUNE.

Secrétaire à la communication

..... Jacques FILOUSE.

Secrétaire politique financière

..... Jean-Pierre COMBEBIAC.

Secrétaire aide sociale

..... Alain SABADIE.

Membres du bureau

Monique CHERBONNIER,
Daniel CHELLE,
Denise COSTAMAGNA,
Alain DE BERMONT,
José GONZALEZ,

Nous espérons que l'Assemblée Générale de 2025, accueillera de nouveaux camarades..



[LA LUTTE DE CLASSE DE MACRON

► **La rédaction a interviewé, début janvier 2025, Jean-Pierre Combebiac sur la situation politique.**

La rédaction :

Comment ressents-tu la situation actuelle ?

◀◀ Le président de la République se moque bien des Français. Voilà le ressentiment qui monte dans notre pays aujourd'hui, conjugué avec beaucoup de colère. Car malgré deux défaites aux élections européennes et législatives, le camp présidentiel ne lâche pas le pouvoir.

Il ose même renvoyer dos à dos le Rassemblement national et les forces politiques du Nouveau Front populaire, justifiant ainsi ses petits arrangements politiques pour empêcher le NFP d'accéder aux responsabilités.

Pourtant, les Françaises et les Français ont, ces dernières semaines, exprimé à trois reprises dans les urnes leur volonté de changement. Certes en utilisant des bulletins différents, mais à chaque fois avec la même volonté, la même colère, le même objectif : en finir avec la politique d'Emmanuel Macron.

En refusant le changement, c'est tout le processus démocratique, toutes les institutions

de la République qui se trouvent fragilisées. Malheureusement, la France a un président de la République prêt à tout pour garder le pouvoir et poursuivre sa politique en faveur des plus riches et de la finance. Pêché d'orgueil ? Pression du monde de la finance ? L'histoire le dira.

Sommes-nous arrivés au bout d'une histoire ?

◀◀ La Cinquième République est dévoyée jusqu'au bout, par un pouvoir utilisant tous ses articles pour empêcher la démocratie de vivre. Celle du barrage républicain qui permet à des candidats macronistes ou de droite de se faire élire grâce aux voix de la gauche mais qui se permettent ensuite de les trahir dans l'hémicycle. Celle d'une droite républicaine en décomposition, filant toujours plus vers l'extrême droite.

Ces derniers mois ne révèlent-ils au grand jour la grande détresse d'un pays qui a perdu sa boussole républicaine : la défense des intérêts du peuple d'abord ?

◀◀ C'est au nom de cette boussole que notre République s'est construite, de 1789 à la Résistance et la Libération, quand la nation a su se rassembler pour reconstruire le pays.

Cette culture de l'intérêt général a disparu. Les intérêts particuliers, ceux de la finance, notamment, ont pris le dessus.

C'est un symbole important que la parution du classement, ce 20 juillet 2024, des 500 plus grandes fortunes de France, dont le patrimoine a encore grandi, au lendemain du hold-up de la macronie et de la droite sur l'Assemblée nationale. En 7 ans de pouvoir, ceux-là ont vu leur patrimoine plus que doubler ! 1 228 milliards d'euros en 2024 contre 570 milliards en 2017, soit 115 % de hausse ! À l'évidence, les salaires n'ont pas vu la même progression depuis l'élection d'Emmanuel Macron à l'Élysée !

En 7 ans de pouvoir macroniste, le nombre de travailleurs au SMIC est passé de 12 % à 17 % ! Tout augmente, le nombre de milliardaires comme le nombre de Smicards. L'un ne va d'ailleurs pas sans l'autre.

D'après toi les caisses de l'État ont été vidées par ces gouvernements et ont-elles d'abord servi les grandes fortunes ?

« Plus de 70 milliards de cadeaux fiscaux par an pour les plus riches, pour les actionnaires du CAC 40, pour le monde de la finance et des grands groupes.

Emmanuel Macron a laissé la France à l'abandon. Y compris sur la scène internationale, préférant soutenir les voies de la guerre plutôt que celles de la Paix, en Ukraine comme au Proche-Orient, totalement aligné derrière la politique américaine.

Dans les mois qui viennent, il devra assumer cette situation, lui, qui mène la lutte de classe soutenu et voulu par le Medef et la finance.

Une impasse démocratique avec des gouvernements qui tomberont dès la première motion de censure, qu'ils soient de droite ou même du NFP.

**DÉFICIT PUBLIC DANS LE ROUGE!
TOUJOURS LA MÊME VARIABLE
D'AJUSTEMENT!!...**



...On peut y rajouter les retraités !

Alors quelle issue ?

« La seule issue viendra du peuple, du mouvement social et des forces politiques qui les soutiendront et qui ne perdront pas leurs boussoles sociales.

Financer des services publics efficaces, garantir les meilleures écoles pour tous nos enfants, quelles que soient leurs origines sociales, ou leur lieu d'habitation ; Assurer la tranquillité publique, protéger nos concitoyens de la drogue ou de balles perdues ; Lutter contre la corruption, les fraudeurs fiscaux, quand tous les moyens de l'État sont laissés à l'abandon ; Arrêter les délocalisations et les cohortes de fermetures et licenciements programmés et réindustrialiser le pays ; Augmenter le SMIC et les pensions de retraités et revenir à l'âge de la retraite à 60 ans :

La dignité de chacun, la Paix comme le climat sont au cœur de notre engagement CGT. Dans cette période des vœux quoi de mieux que souhaiter des meilleurs jours heureux grâce à la satisfaction de nos revendications.

UNE INDUSTRIE EN CRISE

ET DES VIES EN JEU

► Mercredi 27 novembre 2024, lors d'une conférence de presse, la CGT a, de nouveau, sonné l'alarme face à une désindustrialisation galopante. Les filières métallurgiques, pharmaceutiques, papetières, verrières... subissent des restructurations massives entraînant fermetures d'usines et suppressions massives d'emplois.



Les grands groupes, malgré des profits colossaux, délocalisent ou abandonnent des sous-traitants essentiels pour leur chaîne de production. Dans l'industrie chimique, des fermetures d'usines emblématiques sont annoncées laissant à la charge des collectivités la dépollution des sites.

[**Un modèle économique à bout de souffle conjugué par une absence de politique industrielle.**

L'industrie française est rongée par une logique financière court-termisme. Certains groupes affichent des marges records, parfois supérieures à 20 % tout en organisant la casse industrielle et en bénéficiant d'aides publiques. Les actionnaires imposent leurs exigences au détriment des salariés, des territoires et de l'environnement.

[**Face à cette crise, la CGT pointe le manque de stratégie industrielle et environnementale de l'État.**

Depuis les ordonnances Macron de 2017, les grandes entreprises ont trouvé un boulevard législatif pour restructurer sans rendre de comptes.

Pire encore, les projets industriels portés par les salariés et répondant aux enjeux climatiques, comme celui de Chapelle Darblay dans le papier-carton, restent sans réponse, malgré leur viabilité économique et écologique.

[Pour la CGT, l'urgence sociale, économique et climatique nécessite une transition juste et planifiée.

La CGT appelle à l'action pour dénoncer les plans sociaux en cours, exiger un moratoire sur les licenciements et poser les bases d'une politique industrielle et environnementale tournée vers l'avenir. Cette mobilisation s'inscrit dans un processus de reconquête industrielle, pour redonner aux salariés et aux territoires le pouvoir de décider de leur avenir.

[Pour une planification industrielle et écologique

L'avenir de l'industrie ne se résume pas à un simple enjeu économique : il s'agit de préserver le tissu social et les savoir-faire et de répondre aux défis environnementaux.

La CGT réaffirme son engagement pour une industrie au service du bien commun, loin des logiques destructrices du capitalisme financier. Face à l'urgence sociale, la CGT propose un moratoire sur les licenciements avec le renforcement des lois existantes obligeant la

MILEE, MICHELIN, AUCHAN: AVALANCHE MASSIVE DE LICENCIEMENTS!!



recherche sérieuse de repreneurs sous contrôle des salariés, et une activation facilitée du chômage partiel.

Une politique industrielle volontariste se traduirait par le conditionnement strict des aides publiques mais aussi par des nationalisations stratégiques et la création d'un pôle financier public pour soutenir les filières.

La CGT propose par exemple d'imposer des contreparties sociales et environnementales aux groupes bénéficiant de la commande ou de subventions publiques.

Pour toutes ces raisons et pour porter ces propositions, la CGT avait appelé massivement à nous joindre aux mobilisations.

PAS D'ÉCONOMIE SUR LE DOS DES RETRAITÉES

► Notre Union Confédérale des Retraités CGT, après nos actions de décembre 2024, envoie un signal fort pour chaque prochain gouvernement!

Le gouvernement Barnier avait décidé de ne pas revaloriser au 1er janvier 2025 les retraites de base, comme le code de la Sécurité sociale l'y oblige. Il reportait cette revalorisation au 1er juillet 2025, sans aucune garantie qu'elle aurait lieu tant les pressions se multiplient pour geler complètement les pensions de

base en 2025. Rappelons que la revalorisation de début d'année 2024 porte sur l'année 2023. Nos 9 organisations syndicales de retraités s'insurgeaient contre cette mesure qui allait, une nouvelle fois aggraver le pouvoir d'achat des retraités qui n'auraient aucune revalorisation pendant 18 mois.

Rappelons en effet que depuis janvier 2017, les pensions n'ont augmenté que de 13,6 % pour une inflation de 19,5 %. De plus, les retraités ont perdu l'équivalent de plus de 3 mois de pension et jusqu'à 4,5 mois pour celles et ceux qui ont subi l'augmentation de la CSG de 2018.



Cette mesure est d'autant plus injuste que dans le même temps le gouvernement, dans le cadre de la préparation du PLFSS 2025, envisage plusieurs mesures visant à remettre en cause l'accès aux soins, en particulier des plus fragiles et des plus âgées : remise en cause de la prise en charge des ALD, augmentation des franchises, augmentation du « ticket modérateur », augmentation des cotisations des complémentaires santé, particulièrement élevées pour les retraités.

Ces menaces étaient d'autant plus inacceptables que ce même gouvernement tergiverse pour augmenter l'imposition des profits des grandes entreprises comme celle des plus grosses fortunes. Il se refuse toujours à revenir sur les exonérations de cotisations sociales patronales qui coûtent chaque année plus de 70 milliards aux budgets publics. Ces exonérations, loin de servir l'emploi, grèvent largement le budget de la Sécu et profitent pour l'essentiel aux actionnaires. Ainsi, la part des 500 plus grosses fortunes est passée de 28 % du PIB en 2018 à 42 % en 2023.

Nos revendications portées lors du rassemblement et de la manif des retraités du 5 décembre 2024, avec déambulation autour du marché de Noël à Toulouse distribution de tract et signature de la pétition « ni privilégié, ni nantis, les retraités ne veulent plus payer l'austérité ».

[**Défaite pour le gouvernement sur les revalorisations des pensions de retraite**

Le ministre de l'Économie démissionnaire de l'équipe Barnier, a été contraint d'annoncer la revalorisation des pensions de retraite de 2,2 % au premier janvier 2025. C'est une première bataille gagnée pour les retraités. Alors que le gouvernement avait

2025? AVEC EUX L'EST PAS DANS LA POCHE!!!



prévu une revalorisation pour moitié en deux temps et pas pour tous les retraités, qu'on nous applique, a minima, le code de la Sécurité sociale n'est que justice.

Ce n'est malgré tout pas suffisant pour garantir le niveau des pensions des retraités, notamment sur les plus petites, qui subissent de plein fouet l'augmentation des dépenses incompressibles et contraintes (frais de santé, nourriture, énergie...).

À force de refuser d'entendre les revendications sociales portées par la CGT, notamment sur ce sujet, à travers les organisations de retraités tel que l'UCR CGT, le gouvernement a chuté.

C'est un signal fort et une leçon à retenir pour chaque prochain gouvernement!

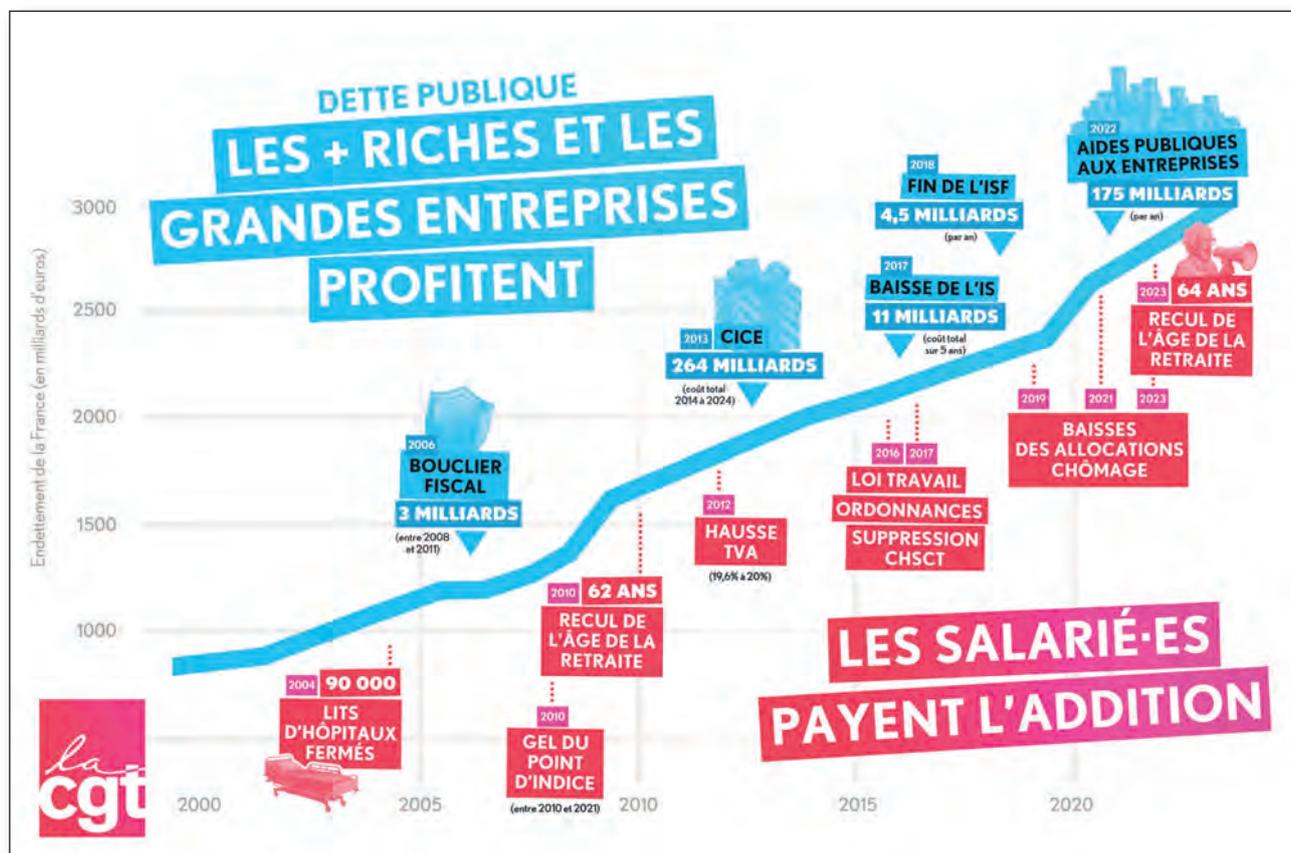
LA SOCIALE UNE CONQUÊTE QUI NOUS EST TOUJOURS DISPUTÉE

► 2025 sera l'occasion de fêter ses 80 ans et les 130 ans de la CGT.

Après avoir rendu hommage en 2024 au programme du Conseil National de la Résistance, 80 ans après la Libération du joug nazi, l'année 2025 nous donnera l'occasion de fêter

un double anniversaire : les 130 ans de notre CGT et les 80 ans de la Sécurité sociale fondée par le gouvernement issu de la Résistance et portée par notre camarade Ambroise Croizat.

Plus que jamais, nous sommes à la croisée des chemins. Les gouvernements libéraux multiplient les coups de boutoir contre le système de





retraite par répartition, notamment avec la réforme passée en force en 2023, les remboursements de soins, la dégradation du système de santé, à l'hôpital comme pour l'offre de soin sur tout le territoire, la prévention des accidents du travail et maladies professionnelles, les droits à assurance chômage...

De plus la politique familiale n'est pas à la hauteur pour assurer une réelle égalité entre les femmes et les hommes, tandis que les besoins pour le grand âge ne sont pas financés. Cette politique dévastatrice fait le lit de l'extrême-droite, qui se prétend défenseure de la Sécurité sociale tout en sapant ses fondements. Pire encore, le RN propose de réduire les cotisations, menaçant directement les recettes qui alimentent notre salaire socialisé. Le RN prétend défendre la Sécurité sociale tout en remettant en cause son universalité, notamment en voulant l'interdire aux étrangers, migrant.es ou sans-papiers, ignorant ainsi les principes de santé publique. La crise de la Covid-19 a pourtant prouvé la nécessité de protéger toute l'humanité, sans distinction.

Nos camarades mandatés dans les organismes de Sécurité sociale doivent être en première ligne, véritables vigies face à ces mauvais coups. Leur rôle est essentiel pour défendre

nos acquis, et ils portent haut nos combats afin que chacun puisse continuer de « cotiser selon ses moyens et de recevoir selon ses besoins », alors que nous combattons le principe même des projets de loi de finances de la Sécurité sociale.

La Sécurité sociale est une idée profondément moderne, indispensable pour garantir la solidarité des travailleuses et travailleurs face aux aléas de la vie. La première des sécurités est celle de pouvoir vivre chaque étape de la vie sans crainte : la maternité, la naissance, l'entrée dans le monde du travail, jusqu'à une retraite bien méritée.

LONGUE VIE À LA SOCIALE!



Sophie Binet

Montreuil, le 29 octobre 2024.



© UD CGT 34

[METTRE LA LUTTE CONTRE L'EXTRÊME DROITE AU CŒUR DE NOTRE STRATÉGIE SYNDICALE

▶ **Elle est belle la CGT!
Nous pouvons être fiers
que les mots de Georges
Seguy soient toujours
autant d'actualité.**

Elle est belle la CGT oui, qui en un délai record, a été capable de mettre toutes ses forces dans la bataille. Elle est belle la CGT qui grâce à sa cohérence, à la force de ses prises de positions et de son implantation militante sans pareil a contribué à l'union de la gauche sur un programme de rupture, puis à sa victoire, sur le fil, faisant mentir tous les pronostics. Alors que d'autres ont prudemment choisi de rester spectateurs, nous n'avons pas eu peur de nous placer au centre du terrain pour peser de tout notre poids et empêcher

l'entrée de Bardella à Matignon. Contrairement à ce qu'annonçaient certains oiseaux de mauvais augure, la clarté de nos positions n'a absolument pas fait exploser l'organisation. Au contraire. Le fait que nous ayons pris toutes nos décisions ensemble, par étape, avec la CEC puis le CCN nous a soudés. Notre cohérence est aussi liée au fait que cela fait des années, et encore plus depuis le passage en force d'Emmanuel Macron sur les retraites, que nous alertions sur la montée de l'extrême droite, nous avons donc en partie anticipé la situation. Et nos positions sur l'extrême droite sont solides, ancrées dans l'histoire de notre organisation qui depuis 130 ans n'a jamais varié sur le sujet. La CGT, contrairement à d'autres, s'est donné les moyens de résister fermement aux stratégies

LE FRONT POPULAIRE BAT L'EXTRÊME DROITE!!



ÉLECTIONS LÉGISLATIVES: LE RN PERD... ET GAGNE?...



d'entrisme de l'extrême droite. La preuve, les problèmes remontés pendant la campagne des législatives se comptent sur les doigts d'une main!

Cependant, face au raz de marée et dans des délais aussi courts, nous avons fait de la médecine de guerre. Sans un lent travail de chirurgie fine, si les leçons de la montée de l'extrême droite ne sont pas tirées le magnifique sursaut citoyen se transformera en sursis. Soyons donc extrêmement vigilants, gare à l'amnésie! Il nous faut donc revoir en profondeur notre stratégie syndicale pour que la lutte contre l'extrême droite y occupe une place centrale!

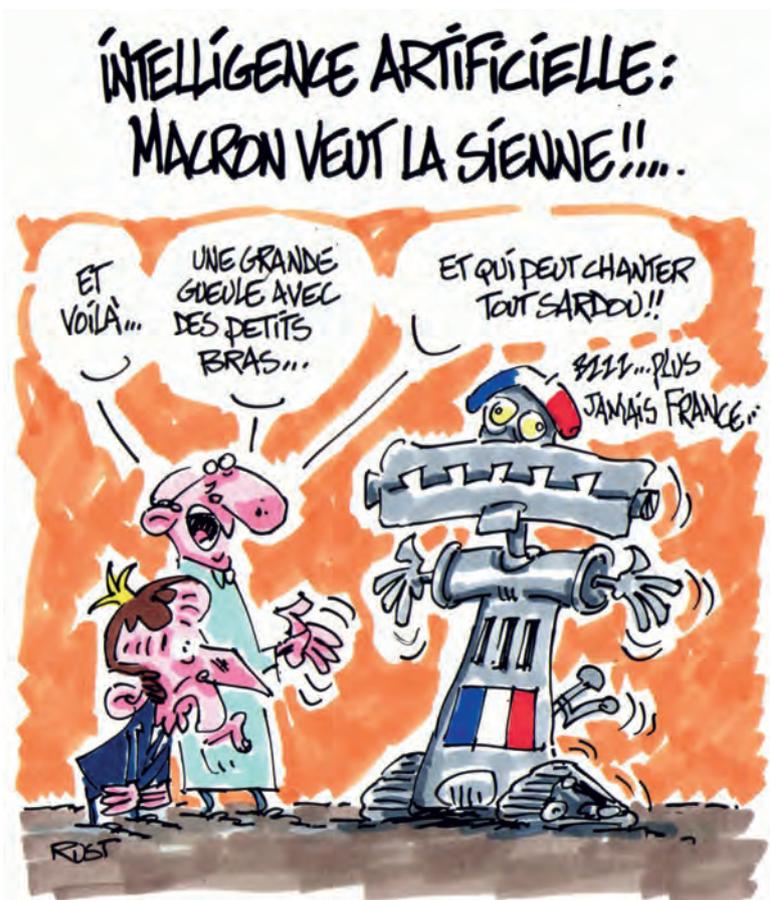
Le résultat malheureusement inédit de l'extrême droite en Allemagne nous rappelle que les pays occidentaux ont affaire à une lourde tendance de fond. Que le Land dans lequel le parti d'Hitler, a arraché ses premières victoires électorales donne, 80 ans après les 6 millions de morts du nazisme, une majorité à ses héritiers directs donne le tournis! Rappelons que leur leader, Bjorn Hocke vient d'être

condamné à 2 reprises pour avoir utilisé en public le slogan des SA hitlériennes... Les USA avec le retour de Trump et l'arrivée d'Elon Musk, et leur soutien à Georgia Méloni et Victor Orban ne peut que nous inciter à mener, plus que jamais, la bataille.

Le rassemblement national a fait un score record aux européennes, 7,7 millions de voix, puis a battu son record de 2022 aux législatives en totalisant 9,38 millions de voix, plus de 10 millions si on intègre les candidats d'Éric Ciotti. Ils avaient encore une bonne réserve de voix car Marine Le Pen a recueilli 13 millions de suffrages aux présidentielles de 2022.

Notre campagne, le profil de nombreux candidats du RN comme les propositions de campagne sur les binationaux, la remise en cause du droit du sol a contribué à rétablir la vraie nature de l'extrême droite et à rétablir le cordon sanitaire rompu par Emmanuel Macron. Mais ne nous faisons pas d'illusion, le RN a compris pourquoi ils ont perdu et travaille dès maintenant pour purger les profils peu présentables...

[DOSSIER : INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (IA) NOTRE AFFAIRE À TOUTES ET À TOUS



► En effet, comme pour toutes les technologies, de réels risques existent avec leur diffusion (reconnaissance faciale, trading algorithmique dans la finance, traitement de données de patients, etc) si ces technologies restent confiées à des spécialistes et exploitées sans débat sociétal sur leur usage et leur finalité.

Le pilotage de l'activité via les progiciels de gestion intégrés de type ERP¹, ou la mise en place de système IA dans un cadre professionnel modifie la façon d'accomplir son travail. Cela traduit une gouvernance de l'activité professionnelle par les nombres et une hybridation du métier par les données.

Ces nouveaux cadres de travail nécessitent de repenser les activités et les façons de travailler. Contrairement aux discours apocalyptiques de certains sur le remplacement des emplois par des robots, le travail ne disparaît pas. Les études montrent qu'on assiste à une transformation plus ou moins forte du contenu des emplois avec une tendance à l'élévation du niveau de qualification. Développer la formation et penser les organisations du travail comme apprenantes n'est-ce pas la meilleure façon de construire les évolutions ?

Un cadre réglementaire n'est-il pas également nécessaire pour éviter tout risque de moins-disant social et écologique ? Ce risque s'illustre notamment par la platformisation de la relation de travail qui exclut ces travailleurs de la protection sociale et de la législation du travail, ainsi que le transfert d'activité d'entreprise vers ces plateformes suivant une logique de sous-traitance et de dumping social et environnemental.

À l'heure de la 5G et des objets connectés, de nouveaux défis sociaux et environnementaux pointent. Ils nécessitent de s'interroger à la fois sur les nouvelles prouesses mais aussi sur les nouveaux dangers liés à ces technologies. Cela pose la question essentielle de garder le contrôle et de maîtriser les effets des solutions à base d'IA et d'algorithmes sur la société et le travail au moyen d'un encadrement de leur conception et de leur usage.

[**La question fondamentale : quelle finalité donne-t-on à l'IA ?**

Le discours marketing sur l'IA contient beaucoup de fables pour détourner notre regard de certains dangers comme : l'exploitation des données des citoyens comme pour les projets « Smart city », la manipulation pour influencer les électeurs comme le scandale de Cambridge Analytica en 2018 ou l'utilisation de ces nouvelles technologies pour développer le capitalisme de plateforme de type Uber. Je rappelle que la fuite de données Facebook-Cambridge Analytica, entreprise britannique, qui a donné à Donald Trump, pour sa campagne présidentielle aux Etats-Unis, les données personnelles de 87 millions d'utilisateurs.

[**Pour l'Ugict-CGT**

Il s'agit de construire, de sa conception jusqu'à son utilisation, une technologie inclusive, intelligente et sécurisée qui respecte autant nos libertés citoyennes que notre professionnalisme. Prenons l'exemple de ceux qui dans les rédactions sont confrontés aux articles fabriqués par l'IA qui pose le problème déontologique de leurs métiers.

Si au premier abord, la « Smart City » promet une meilleure compréhension des usages des habitants et le renouvellement de la gestion des services publics avec de nouvelles solutions de gestion de trafic, de collecte des déchets, une optimisation de la consommation énergétique à tous les niveaux, pour une meilleure préservation de notre planète. Mais derrière cette





façade, les expérimentations en cours lèvent des craintes légitimes liées à la privatisation des espaces publics, sur l'omniprésence des capteurs de données dans la ville, et sur l'utilisation qui pourrait en être faite.

Pour ce qui concerne la place du citoyen (peut-il s'extraire de la collecte de données?), protection des renseignements personnels, cybersécurité, notamment à travers les questions de réglementations du lieu de stockage et de la propriété des data centers, sont de nouveaux sujets sociétaux à traiter sur les villes intelligentes.

Comment garantir dans la société des dispositifs IA inclusifs, sécurisés et de confiance? Pour cela il est nécessaire de concevoir une technologie accessible à tous, partout, quel que soit le mode de vie ou le type de foyer, chez soi ou au travail, à la ville comme à la campagne.

Elle doit s'adapter à chaque entreprise, chaque collectivité, chaque organisation quels que soient son fonctionnement et ses objectifs. Ensuite, cette technologie doit pouvoir être diffusée à travers des réseaux sécurisés, fiables et qui s'ajustent aux besoins des utilisateurs, à travers des objets attentifs à leur environnement, et sous contrôle des utilisateurs.

Enfin, de sa conception à sa mise en fonctionnement, elle doit être conçue à partir d'une démarche éthique avec les utilisateurs finaux (industriels, commerciaux, institutionnels et académiques) et intégrer à la fois la sécurité,

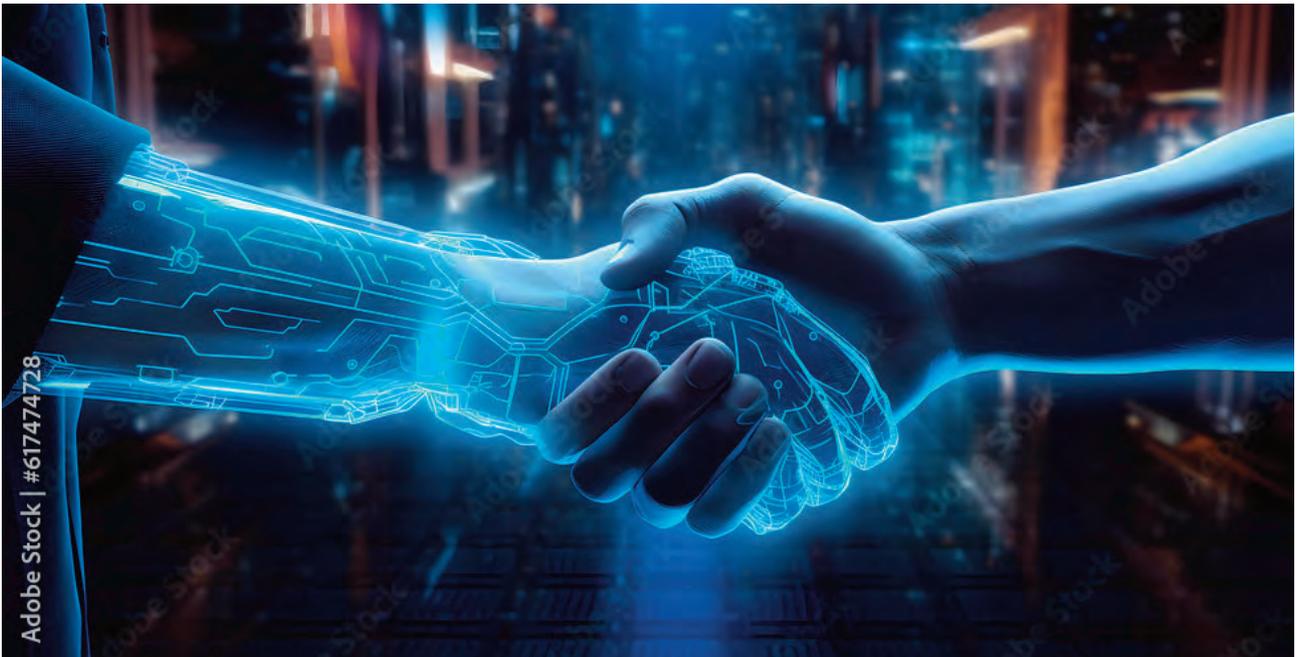
la confidentialité ainsi que la gestion transparente et sécurisée des données à travers des réseaux fiables et interopérables.

Dans le champ du travail, elle peut apporter une aide dans la complexité de la vie au travail et de son rapport au travail. Cependant, elle représente aussi un risque au regard notamment du paradigme des plateformes qui repose sur l'invisibilité de la relation de subordination. Or, les activités des travailleurs des plateformes produisent de la valeur, sont encadrées d'un point de vue contractuel avec les conditions générales d'utilisation (CGU), sont sujettes à des métriques de performances (followers, scores, likes, etc.) et donnent lieu à une para-subordination technique (réponse aux ordres de quelqu'un, notifications, alertes, géolocalisation, etc.).

La main libérale évacue les variables sociales de l'innovation technologique pour la faire apparaître comme une phase nécessaire d'un progrès indéfini.

Au contraire, situer les dispositifs d'IA à partir du prisme du travail et de celle ou de celui qui réalise l'activité éclaire sur les questions essentielles à se poser.

Négocier l'algorithme est fondamental car il fait partie du métier. Les sujets déterminants à traiter vont des conditions d'autorisation et de contrôle des systèmes par rapport à leur finalité à la réglementation sur l'utilisation des données personnelles, en passant par la responsabilité sociale et sociétale en cas de problème. Enfin, le développement des



environnements numériques au travail introduit de nouveaux besoins en formation qui lui sont propres.

[IA et citoyenneté : comment préserver les libertés et la sécurité des individus ?

Smart city ou ville connectée, outils de géolocalisation, objets connectés, smartphones, etc. Les nouvelles technologies permettent de suivre nos activités à la trace.

Cette surveillance à outrance des citoyens soulève avec de plus en plus d'acuité des questions de démocratie.

Nos libertés citoyennes sont-elles compatibles avec de tels instruments de domination ?

Qui peut souhaiter d'être soumis à un contrôle dont les critères lui échappent ?

C'est pourtant ce que nous acceptons, en laissant s'installer partout la vidéosurveillance et la reconnaissance faciale...

Derrière l'engouement pour la vidéosurveillance et la reconnaissance faciale, on voit une convergence d'intérêts entre un agenda politique qui joue volontiers sur la corde de la sécurité publique, et des entreprises qui cherchent à s'emparer de l'immense marché municipal qui s'ouvre à elles, en France d'abord, et dans le monde ensuite.

La technique est installée aussi dans les centres commerciaux pour épier les réactions des passants : quelles images retiennent leur attention, quelles boutiques envisagent-ils de visiter, quels sont leurs déplacements, etc. Le but étant bien sûr d'offrir aux visiteurs « la meilleure expérience possible ».

Chaque visage dans la rue porte un casier judiciaire, un nom, des relations, des opinions exprimées sur les réseaux sociaux, des engagements divers, des habitudes de consommation...

On peut s'opposer à un prélèvement d'ADN, mais comment s'opposer aux photos de soi ? Facebook





applique un logiciel de reconnaissance faciale aux photos postées par ses utilisateurs. Si un « ami » n'est pas reconnu, le site invite même les utilisateurs à identifier leurs proches.

Même sans n'avoir jamais eu de compte Facebook, il est tout à fait possible que vous figuriez dans cette immense base de données, et Facebook sait mettre votre nom sur votre visage, et vous reconnaître parmi toutes les nouvelles photos postées par vos amis...

Nous abandonnons chaque jour un peu plus notre vie privée à chacun de nos clics. Au risque d'y laisser notre liberté, en révélant notre identité numérique établie avec toutes les traces numériques que nous laissons qui permettent de nous connaître dans le moindre de nos actes. La surveillance de tous, partout, tout le temps, alimente à la fois les services de renseignement des États mais aussi un immense marché.

Toutes ces données que nous divulguons ont une immense valeur parce qu'elles permettent à Google et Facebook de monnayer ces données aux publicitaires et à Netflix ou Amazon de prédire nos comportements et d'influencer nos désirs avec les recommandations.

La notion « d'acceptabilité » est souvent présentée comme une approche politiquement souhaitable. Or, les institutions étatiques disposent, tout comme les acteurs du privé, d'un arsenal de leviers psychologiques, de ruses du design, ou de chantages sur l'accès à un service pour forcer ce consentement. Ajouté le contexte d'application reposant sur des algorithmes opaques, biaisés et inefficaces pour traiter les données collectées par les

caméras qui intègrent du tracking et de la reconnaissance de visage.

Les utilisations commerciales ou municipales de la reconnaissance faciale prospèrent dans une faille juridique : le phénomène est mal encadré, alors qu'il devrait faire l'objet d'un débat collectif.

Mais la sécurité policière et la prospérité des entreprises commerciales sont devenues dans le monde entier l'alpha et l'oméga des politiques publiques. Des efforts comme le RGPD (le nouveau règlement européen sur les données personnelles) sont de bons signaux, mais cela ne concerne pas directement les algorithmes, seulement les données (un algorithme est la description d'une suite d'étapes permettant d'obtenir un résultat à partir d'éléments fournis en entrée. Par exemple, une recette de cuisine est un algorithme permettant d'obtenir un plat à partir de ses ingrédients!).

La loi européenne est en retard sur ce qui se passe aujourd'hui. Il y a urgence à renforcer la protection des citoyens. Mais à ce moment-là, n'aborde-t-on pas la question de choix politiques, à savoir dans quelle société nous voulons vivre.



Cet article a été réalisé à partir de quelques extraits contenu dans le guide élaboré par l'UGICT CGT.

Le résumé de cet article a été réalisé en utilisant l'IA ChatGPT

[JOB 1995-2025 30 ANS, DÉJÀ, QUE LA LUTTE DÉMARRAIT ET LA LUTTE CONTINUE!

► Adresse des anciens salariés de JOB

Après de nombreuses années de lutte, d'abord, avec le syndicat Filpac-Cgt de l'entreprise face à des patrons voyous, mis en place par Bolloré après avoir pillé le groupe JOB, ensuite avec notre association APRES JOB pour le retour à l'emploi de tous, puis, avec les habitants du quartier et leurs associations pour la réhabilitation du site industriel et la gestion des activités qui y sont programmées, c'est légitimement que les ex-salariés de JOB peuvent savourer le parcours accompli.

A travers le Collectif JOB, dans lequel nous avons joué un rôle majeur et déterminant, les associations du quartier ont obtenu la sauvegarde du bâtiment Amiral, pour en faire un centre culturel dans lequel de nombreuses manifestations sont programmées à son

initiative (Journées du Papier et du Livre, Bal populaire et Républicain, Débats de JOB, cinéclub, ...). Un marché de plein vent a été obtenu.

L'année passée, le Collectif JOB s'est impliqué dans les Journées du Patrimoine. Les visites du bâtiment réhabilité, organisées à cette occasion par les Amis de l'Imprimerie et de JOB en lien étroit avec le SILPAC-CGT de Toulouse, ont connu un vif succès.

La lutte persévérante pour la préservation de la mémoire historique a fini par porter ses fruits avec la décision de baptiser officiellement la Place JOB. Une inauguration est organisée par la mairie de Toulouse le 5 juin 2024.

Le Collectif JOB va y rappeler les valeurs qu'il défend par la voix d'un de nos représentants.





Mais rien n'est jamais acquis définitivement ! La mairie de Toulouse, qui grâce au rapport de force a été obligée de prendre en compte les légitimes projets des populations des Sept Deniers et des associations du quartier, adopte de plus en plus des pratiques qui affectent le fonctionnement démocratique du Collectif JOB et peuvent mettre à mal l'unité ayant prévalu pour arracher ces victoires.

En effet, la mairie de Toulouse a décidé unilatéralement la tenue d'une journée des associations, pour laquelle elle va investir la Place Job, alors que statutairement, c'est le Comité de programmation mixte Mairie-Collectif JOB qui est habilité à planifier l'utilisation des lieux.

Or, des spectacles et manifestations étaient déjà programmés à cette date par des associations du Collectif JOB. La mairie de Toulouse choisit de « négocier » les modalités



de son initiative imposée, directement avec ces associations, qui sont (comme par hasard) celles dont les budgets dépendent des décisions de subventions municipales, en baisse constante. En choisissant ses interlocuteurs, la mairie de Toulouse court-circuite le Collectif JOB, contourne et saborde son fonctionnement démocratique.

Les prérogatives du Collectif JOB sont bafouées.

Le risque est que le Collectif JOB soit affaibli et ne soit plus à termes qu'une association de plus, au lieu d'être le seul et unique interlocuteur représentant l'ensemble des associations pour l'usage de l'Espace JOB.

Le syndicat Filpac-Cgt des anciens salariés de JOB (Le Silpac-Cgt 31) et leur association (Les amis de l'Imprimerie et de JOB), exigent que seul le Collectif JOB, outil d'organisation et politique mis en place lors de sa création par l'ensemble des associations, soit l'interlocuteur habilité à négocier la programmation des activités dans l'Espace JOB.

C'est collectivement que toutes ces aventures humaines et toutes ces victoires ont été obtenues et ce n'est que collectivement qu'il sera fait barrage à leur remise en cause.

Ceci mérite d'être rappelé encore et toujours. L'inauguration de la Place JOB le 5 juin 2024 doit être l'occasion de le réaffirmer. Nous avons proposé que l'intervention au nom du Collectif JOB soit prononcée par l'un de nos représentants.



La décision a été prise d'organiser les Assemblées Générales annuelles de notre association à l'Espace JOB. Pour réaffirmer notre volonté de nous réapproprier notre outil commun, nous proposons de la faire acter dans la programmation par le collectif JOB. Cette année, l'Assemblée Générale s'est tenue le samedi 21 septembre 2024 lors des « Journées européennes du patrimoine ». Les ex-salariés de JOB se sont associés également aux initiatives organisées dans le cadre de ces journées.

Plus généralement, face aux enjeux et aux attaques portées au fonctionnement démocratique du Collectif JOB, le Silpac-Cgt 31 et les Amis de l'Imprimerie appellent à la participation la plus large possible, de ses adhérents et sympathisants pour participer tout au long de l'année, aux différents événements organisés à l'Espace JOB et réaffirmer sans cesse leur volonté de voir les prérogatives du Collectif JOB respectées.

Philippe Moitry

[Officialisation du nom de la Place Job, inauguration du 5 juin 2024. Une bataille de plus gagnée. pour maintenir dans l'histoire de Toulouse, son rôle industriel.

Pour le Collectif JOB intervention de Denise Enfin, nous y sommes : la place devant le bâtiment amiral de l'ancienne usine Job est inaugurée et est désormais officiellement baptisée « Place Job » !

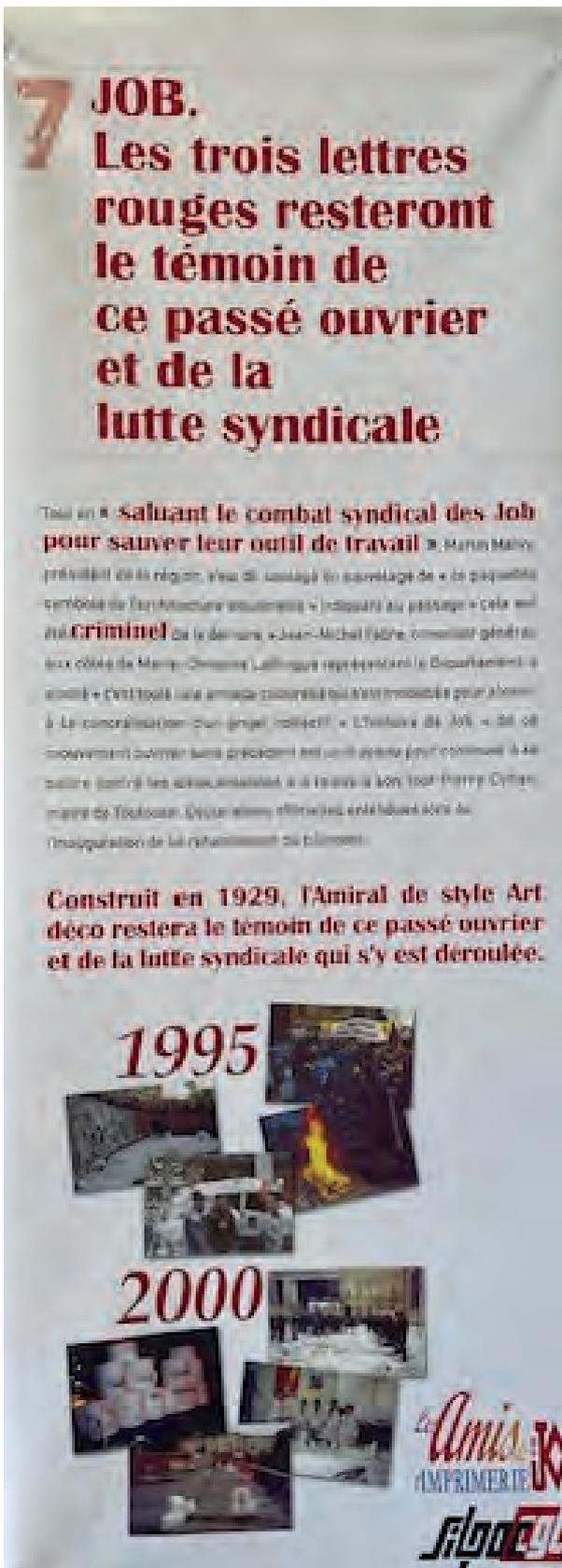
Ce moment solennel est l'aboutissement d'une volonté des anciens salariés et du Collectif JOB, affirmée pendant plus de 20 ans. Ceci mérite bien un petit rappel historique !

Intervention de Marianne pour notre association Les AMIS de L'IMPRIMERIE et de JOB

C'est au titre de représentante des anciens salariés regroupés dans l'association des Amis de l'Imprimerie et de Job que j'ai le plaisir d'intervenir aujourd'hui.

Au tournant des années 2000, la papeterie Job est définitivement fermée malgré la bataille rude et exemplaire menée par les salariés pour la sauvegarde de l'activité et des emplois. Un double enjeu se dessine alors : d'abord celui de la conservation du bâtiment principal de l'usine, et ensuite celui de la reconversion de l'ensemble du site au service du public. La mobilisation s'organise dans le quartier, réunissant anciens salariés, associations et citoyens engagés, pour refuser la privatisation des lieux. Il s'agit d'élaborer un projet culturel et social, pour et avec la population du quartier.





L'un des objectifs est de mettre en valeur l'espace libéré devant le Bâtiment Amiral : la future place JOB.

Sans revenir en détail sur l'ample bataille menée collectivement par les salariées et les habitants, rappelons quelques étapes essentielles :

- en 2004, une pétition est lancée qui réunira plus de 2000 signatures pour défendre un projet d'espace culturel et la création d'une place publique devant le bâtiment ;
- dès janvier, un marché de plein vent est organisé au pied du bâtiment alors à l'état de friche, sans autorisation légale, mais plein d'énergie locale. Le but est d'illustrer ce que doit devenir le site : un espace commun destiné aux habitantes et habitants ;
- en juillet 2004, une manifestation réunit plusieurs centaines de personnes, sous la forme d'une marche musicale et festive qui part d'Arnaud Bernard et se termine sur la place ;
- en 2011, le bâtiment amiral accueillant le Collectif Job et ses associations est inauguré ;
- mais, en mars 2016, la Mairie de Toulouse annonce qu'elle souhaite nommer la place, « place Guy Noves ».

Immédiatement, le Collectif Job se mobilise, interpelle les élus. Une pétition est lancée. Un rassemblement lors du marché dominical met en lumière l'incompréhension de la population. Face à l'ampleur de la réaction, le projet est abandonné.

Durant les années suivantes, la place n'est toujours pas officiellement baptisée, mais des plaques « Place JOB » sont accrochées et réaccrochées inlassablement aux quatre coins de la place. Le Collectif la désigne systématiquement comme telle. L'usage s'impose dans la population, et même les Google Maps et autres Mappy incorporent le nom dans leur logiciel.

Finalement, en novembre 2022, le Conseil municipal vote pour l'appellation « Place JOB ».

Intervention de Denise pour le Collectif JOB

Durant toutes ces années, le Collectif et ses associations ont fait vivre cet espace par de multiples manifestations. C'est devenu une agora, un bel endroit de rencontre et d'échange du quartier des 7 Deniers et de Toulouse, enfin légitimement nommée JOB!

Tous les dimanches, s'y tient le marché : en 2005, une pétition est lancée pour l'obtention d'un marché de plein vent. Il voit enfin le jour en 2012 et il est aujourd'hui apprécié et largement fréquenté. Il accueille diverses activités, comme la dégustation de la soupe de citrouille du Jardin partagé ou le stand de réparation de vélos d'En Selle 7Deniers.

De nombreuses manifestations populaires s'y déroulent au cours de l'année, qui sont devenus des rendez-vous traditionnels. Citons entre autres le bal Populaire et Républicain du 14 juillet; le repas de quartier et la course caritative La Jeannette, organisés à chaque rentrée par les 7 Animés; les festivités musicales de juin avec Music'Halle, la MJC, et les 7Animés... et j'en oublie.

C'est aussi un lieu unique de rendez-vous et de sociabilité, un espace où enfants et adultes se retrouvent quotidiennement. Et maintenant, plus confortablement à l'ombre des micocouliers! La place Job avec les fonctionnalités qui sont les siennes désormais, est la preuve de la justesse de l'engagement citoyen qui en a porté l'idée et en a assuré la réalisation. La mémoire de l'histoire ouvrière du lieu est préservée.

La place Job, ce n'est pas seulement le dallage qui recouvre le sol, c'est avant tout l'activité humaine, la vie qui s'y déroule, le lien social qui s'y crée.

Les membres bénévoles des associations attendent de la Mairie qu'elle s'implique pleinement dans l'accompagnement de ces actions citoyennes. Or, le soutien budgétaire et logistique est remis en question d'année en année, ce qui met en péril le bon fonctionnement associatif. Le dernier exemple en date est le refus de prêter tables et chaises pour les manifestations à venir, notamment pour le bal du 14 juillet.

Nous interpellons les élus pour que la contribution logistique soit maintenue sans condition.

Finalement, les habitants du quartier et les élus se réunissent aujourd'hui pour inaugurer la place Job, telle que l'avaient souhaité les ex-salariés et les habitants dès le début. Nous faisons ainsi le constat que, lorsque les élus du peuple utilisent leur mandat à des fins d'écoute et de coopération avec la population et ses associations citoyennes, la ville et la vie sociale avancent mieux!





En ce jour, il est fondamental de rappeler qu'aujourd'hui, l'Espace Job et sa place existent grâce à la mobilisation du Collectif Job, des anciens salariés de l'usine, des habitants et de leurs associations !

Le Collectif Job porte en son sein la valeur de cette expression citoyenne, de cette société civile engagée qui se doit d'être reconnue, écoutée. Nous continuerons à la porter et à la défendre.

Marianne Lefevre, Membre du bureau

[DERNIÈRE MINUTE : Le Maire de Toulouse menace la vie du Collectif Job !

Le 28 novembre 2024, le conseil municipal de Toulouse a voté un gel de 40 % des subventions qui étaient promises pour l'année 2025 à l'ensemble des 14 associations conventionnées avec la Ville. Ce vote, s'il était mis en œuvre, aurait des conséquences dramatiques sur le lien social dans la ville et sur l'emploi associatif, les structures risquant de réduire drastiquement leurs activités, voire pour certaines, de fermer.

L'absence de considération pour le tissu associatif, au niveau local comme national, n'est pas une fatalité mais relève de choix budgétaires signifiant un désengagement à l'égard des habitants. Les arbitrages vont vers le prestige du défilé du Minotaure à 4,7 millions d'euros, ou l'installation d'une statue commémorative d'une bataille

napoléonienne à 80 000 € à l'entrée des Sept-Deniers.

Le Collectif Job est impacté directement par ce choix politique.

Depuis plusieurs années, le Collectif JOB a réussi à maintenir sa programmation alors que le soutien des collectivités territoriales s'érodait, empêchant toute nouvelle initiative citoyenne.

Avec la brusque décision de la municipalité, la situation financière déjà précaire du Collectif tourne à la catastrophe. En effet, la réduction de la subvention municipale aura des conséquences graves sur la vie du Collectif Job. Bien qu'elle soit présentée comme un simple gel, elle nous met dans l'impossibilité de planifier l'année 2025, en amputant le budget de 13 000 € sur un global annuel de 48 000 €. Ce sont des événements phares comme le bal républicain du 13 juillet et les Rencontres du Papier et du Livre qui sont menacés.

Le Collectif Job appelle à se mobiliser pour obtenir l'annulation de cette mesure d'austérité. Des actions sont en préparation avec les associations conventionnées du secteur socio-culturel et de la culture. Nous vous appellerons très prochainement à participer aux actions.

Les Amis de l'Imprimerie et de Job, par la voix de leur représentant(e) à la Collégiale, sont impliqués avec détermination dans la bataille qui s'engage.

*Marianne LEFEVRE
Le 13 janvier 2025*

Pour apporter votre soutien au Collectif, vous pouvez devenir Citoyen Job en adhérant sur le site internet www.collectif-job.com



[VINCENT BOLLORÉ : SON RÔLE DANS LA DIFFUSION DES IDÉES DE L'EXTRÊME DROITE

 **L'empire du milliardaire Vincent Bolloré, son projet industriel, financier et politique, jouent un rôle central dans la diffusion des idées de l'extrême droite en France**

Ce lundi 9 décembre 2024, le groupe Bolloré/Vivendi a convoqué ses actionnaires pour une assemblée générale extraordinaire aux Folies Bergère. Des collectifs et organisations militants franciliens se sont rassemblés à cette occasion pour dénoncer publiquement l'omnipotence financière et médiatique du groupe Bolloré et son rôle dans l'extrême droitisation de la société française.

Il est un fait, l'empire du milliardaire Vincent Bolloré, son projet industriel, financier et politique, joue un rôle central dans la diffusion des idées de l'extrême droite en France.

Sa politique menée en est la démonstration par la Transformation d'I-Télé en CNews, par le recrutement de journalistes et cadres de Valeurs Actuelles au sein du Journal du Dimanche (JDD), appui médiatique et politique à la campagne présidentielle d'Éric Zemmour, droitisation de l'antenne d'Europe 1, orchestration en coulisses de « l'union des droites », banalisation des propos racistes, autoritaires, néo-colonialistes ou climato-sceptiques à l'antenne – sous couvert de divertissement sur C8 ou de commentaires politiques sur CNews, Europe 1 ou le JDD – mise sur le devant de la scène médiatique de personnalités proches des divers courants d'extrême droite en France, proximité avec des groupuscules fascistes, dénigrement du rôle de l'Arcom et remise en question des institutions de contrôle des médias, opérations d'influence et de déstabilisation aux





méthodes troubles contre Reporters sans frontières, les contributions de Vincent Bolloré à la normalisation des opinions fascisantes ne se comptent plus.

Cette puissance financière, médiatique, idéologique, est utilisée comme une arme, au service de ses objectifs politiques. Un milliardaire se trouve, à lui seul, en position de mettre la démocratie en danger. Il nous faut le désarmer.

Le journal «Le Monde» dans un article vient de dévoiler comment l'Institut libre de journalisme (ILDJ), une école parisienne proche des réseaux de Vincent Bolloré et du milliardaire catholique Pierre-Edouard Stérin,

il alimente les médias de la droite réactionnaire mais aussi au-delà.

A l'heure où capitalisme néolibéral et fascisme agissent de concert, une société démocratique ne peut exister qu'en s'affranchissant de l'influence économique, politique, sociale, idéologique de Bolloré et de ses semblables, en se protégeant de leur appropriation hégémonique des moyens médiatiques et culturels de diffusion de la pensée. Des médias libres, pluriels, indépendants et non asservis aux intérêts de quelques milliardaires sont une nécessité.



jpc



FIBRE-EXCELLENCE À SAINT-GAUDENS

► **Dans ce monde de brute des petites infos qui font du bien.**

Fibre-excellence Saint-Gaudens investie 60 millions d'euros dans un parc à bois tout neuf, ce qui est une bonne nouvelle pour l'avenir de l'usine.

Le parc à bois est un des postes central dans la fabrication de la pâte à papier.

Fibre Excellence se fournit sur une chaîne d'approvisionnement bois locale, et certifiée selon les systèmes internationaux de gestion forestière durable. 90 % du bois utilisé par Fibre Excellence est issu des forêts françaises, le reste provenant de forêts européennes.

90 % du bois utilisé par Fibre Excellence est issu des forêts françaises

Une part de l'approvisionnement est constituée des produits connexes des scieries locales, valorisant au mieux la matière des forêts françaises. Les écorces des rondins nécessaires pour la production de pâte à papier sont également utilisées, et brûlées dans des chaudières biomasse qui fournissent de l'énergie thermique et électrique d'origine renouvelable.





Les bio-composants du bois sont utilisés pour produire de la pâte à papier. Les résidus de bois issus du processus de production sont valorisés en énergie. Fibre Excellence explore aussi la chimie verte à partir des autres composants du bois non utilisés pour la production de pâte à papier.

Le SILPAC-CGT Midi-Pyrénées ne peut que se réjouir de cette nouvelle qui ne fait que confirmer toute la justesse des propositions et de ses actions menées dans le début des années 2000 pour défendre qui ont été développées tant au CESER régional, auquel siégeait Bernard Margras, qu'auprès des réunions qu'on avait provoqué au Conseil Régional pour développer autant les papèteries de Saint-Gaudens et du Couserans, que la filière bois. Rappelons qu'un emploi à Fibre Excellence c'est 7 emplois induits minimum.

Domage que cette matière première créée, qu'est la pâte à papier, soit utilisée la plupart du temps pour la grande majorité de l'autre côté de la planète et qui nous revient en produit fini papier en oubliant de créer une filière régionale



de production, pendant que de l'autre côté de la colline, une des dernière papèterie du Couserans est en réduction de ses capacités de production, le groupe privilégiant la délocalisation

Il est aussi à souligner qu'il n'y a aucune capacité de production du cartonnage, hormis la très petite capacité de Capitole Carton de Toulouse, n'est pas mis en place, alors que nous avons une l'industrie agro-alimentaire utilisatrice d'emballage et qui est la deuxième activité économique de la région, après l'industrie aéronautique.

Autre information notre camarade Sébastien Oustric, responsable syndical de Fibre-Excellence, élu au comité exécutif de la FILPAC-CGT, va aussi siéger au comité régional CGT Occitanie, au titre de la FILPAC, en remplacement de Philippe Moitry, parti à une juste retraite et qui continue, pour notre grande satisfaction, de mener des activités pour des responsabilités syndicales qui lui sont confiées.



HUMEUR ET REVOLTE CONTRE LES MÉDIAS DE LA TNT

► Les médias de la TNT sont désormais entièrement aux mains de ceux qui nous font croire que la France serait une démocratie alors que la démocratie sociale a été écrasée par la gouvernance de Macron.

J'ai fait une expérience un jour de décembre.
J'ai regardé toutes les chaînes, de la Une à la 27...

Résultat menu commun :

1. le discours du Président qui, après le 49.3 pour imposer le budget créant un nouveau pas de liquidation de la Sécurité sociale, a subi la tempête de la motion de censure déposée par le NFP et propose la gouvernance d'un « arc républicain » à sa botte ;
2. l'avis « d'experts » tous inquiets martelant qu'on devrait faire comme les Allemands en mélangeant toutes les soupes politiques ;
3. l'intervention de Jean-Luc Mélenchon et de Marine Le Pen avec demande de démission du premier et demande de co-construction de l'autre, sinon de démission ;



4. intervention de plusieurs parlementaires de l'hémicycle (LFI, PS, APRÈS, EELV, CENTRISTES, UDR/RN) ;
5. n'ont pas été invités: les communistes, dont Fabien Roussel et Julie Castets, jusqu'à maintenant toujours proposée par le NFP pour exercer la responsabilité de Première Ministre, mais on a eu droit à deux vieux croustons de l'opportunisme politique et sociétal, Bachelot et Duhamel à la place et sans parler des indémodables éditorialistes (qu'on peut plutôt appeler influenceurs), des seuls journaux de droite (Figaro, Les Echos, Valeurs actuelles, L'Opinion...).

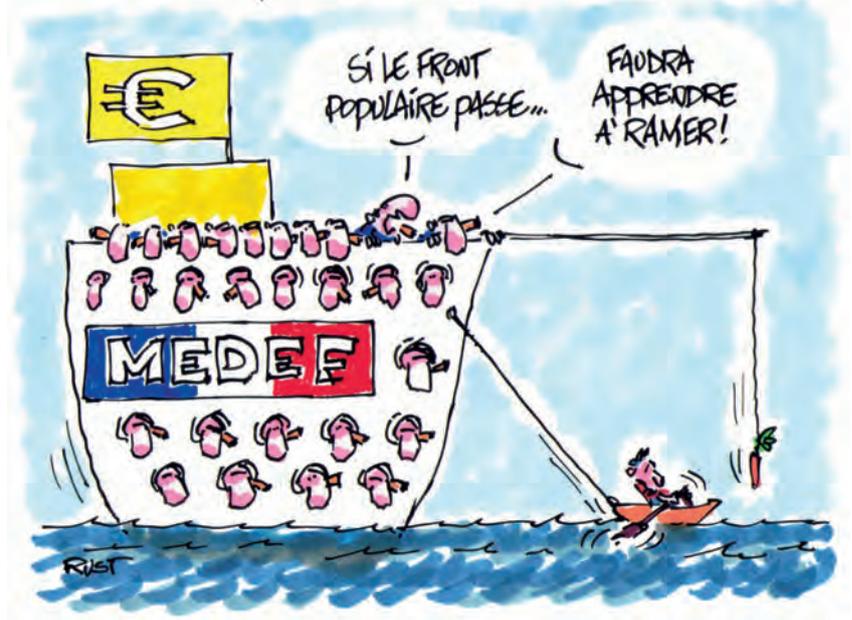


Cette soirée m'a laissé un profond sentiment de dégoût provoquant une véritable nausée. Mais je ne voulais pas l'éviter (*exceptionnellement*). Se voiler la face sur l'état de mon pays ne serait pas sérieux.

J'imagine les citoyens qui ont regardé ça, surtout ces millions de gens qui ne savent pas comment ils vont finir leurs fins de mois. Notre France est en train de tomber dans le trou de la médiocrité imposée, de l'autoritarisme anti-social et anti-culturel.

Et ce n'est pas Notre Dame de Paris qui pourra inverser la tendance. Les petites chapelles de la ruralité sont en train de mourir pendant que la vie multiculturelle d'un pays riche de ses migrants depuis des centaines d'années coule dans les égouts de l'assèchement des budgets sociaux-culturels. La laïcité se retrouve nue et violée par les prédateurs du sectarisme religieux et de l'ordre « moral » en boucle.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES: LES PEURS DU PATRONAT...



Qu'on se le dise. La résistance et l'initiative des associations et des syndicats soutenant, en toute indépendance, un pacte social qui puisse renforcer et élargir le rassemblement de la gauche, quel qu'en soit le nom, est la seule façon d'empêcher que notre France soit aussi moche que les USA de Trump.



JPC

[SYNDICAT SED CGT LA DÉPÊCHE DU MIDI



Solidarité, Partage, Tolérance
et Renforcement du syndicat
Ce sont ces principes
qui nous unissent et
nous permettent d'avancer

ensemble pour défendre nos droits
et améliorer nos conditions de travail.

[**Solidarité : Ensemble,
nous sommes plus forts**

La solidarité est au cœur du mouvement syndical. Elle nous permet de faire face aux injustices, aux inégalités, et aux défis que rencontrent les travailleurs. En 2025, il est plus que jamais nécessaire de continuer à bâtir des ponts





entre les travailleurs, à renforcer l'entraide et à soutenir ceux qui luttent pour leurs droits. Dans un monde qui parfois nous divise, le syndicat est un lieu de rassemblement, de force collective et de soutien.

[Solidarité locale, nationale, internationale : ensemble, nous pouvons changer les choses.

Le partage ne se limite pas à des gestes symboliques, mais il se traduit par des luttes concrètes pour une répartition équitable des richesses, des conditions de travail respectueuses et un salaire juste pour tous. Votre syndicat SED FILPAC-CGT continue de porter la voix des plus vulnérables, des précaires et des invisibles.

Que ce soit dans l'entreprise, ou partout où des droits sont à défendre, notre engagement syndical est celui du partage des ressources, des opportunités et des progrès sociaux.

[L'unité dans la diversité est notre plus grande force pour construire un avenir plus juste et plus égalitaire.

En cette nouvelle année, notre Syndicat reste plus que jamais un acteur central de la justice sociale, de l'égalité des droits. Le combat que

nous menons n'est pas seulement celui des travailleurs d'aujourd'hui, mais celui des générations futures. Nous devons redoubler d'efforts pour défendre la dignité au travail, pour lutter contre les injustices et pour faire en sorte que personne ne soit laissé de côté. Que 2025 soit une année de lutte solidaire, de partage des progrès sociaux et de tolérance envers toutes et tous.

Ensemble, nous sommes plus forts et plus nombreux pour défendre nos droits et faire avancer la société vers un monde plus juste, plus égalitaire et plus respectueux des individus.

Ensemble, pour une année de solidarité syndicale!



Jérôme Reuille

Souhaitons que dans ce formidable travail qui redonne une vie syndicale dynamique regroupant tous les salariés dans l'entreprise et du groupe, ouvriers, cadres, journalistes, quel que soit leur statut et leurs différentes conventions collectives, permettra de faire rejoindre les futurs et anciens retraités dans notre section syndicale des retraités du silpac 31.

APPEL DU COMITÉ GÉNÉRAL DE L'UCR-CGT

► Depuis des mois, les retraitées mènent des actions sous des formes diverses. Ces mobilisations ont permis des avancées, certes insuffisantes, qui nous encouragent à poursuivre.

Malheureusement, nous devons constater que les différents gouvernements s'acharnent à détruire ce que nous avons conquis et défendu tout au long de nos vies militantes et citoyennes: démantèlement de la Sécurité sociale, des services publics, de l'industrie, la marchandisation du système de santé, la spirale de la privatisation et de spéculation





engagée par les différents gouvernements entraîne une flambée des prix non maîtrisée. Ces éléments provoquent aujourd'hui un accroissement de la pauvreté, notamment chez les femmes, avec pour conséquence une baisse des niveaux de vie, laissant une partie croissante de la population dans l'anxiété du lendemain, la peur de la maladie et celle de la solitude. Il est pourtant possible d'agir autrement : conquérir et reconquérir une Sécurité sociale intégrale financée exclusivement par les cotisations sociales, bâtir un système de santé performant et public, renforcer des services publics adaptés aux besoins de toutes et tous, et garantir un niveau de pensions et de retraites permettant à chacune de vivre dignement cette étape de la vie.

[Nous ne renoncerons pas à nos revendications et restons déterminées à les faire aboutir.

La responsabilité du gouvernement et du patronat dans la situation actuelle est totale. En tant que retraitées, nous sommes conscientes



que l'avenir de l'industrie, d'une agriculture respectueuse de l'environnement, des services publics de proximité constituent des enjeux cruciaux pour le bien-être et le bien-vivre à toutes les étapes de la vie. Nous nous engageons aux côtés des actives et actifs dans toutes les actions décidées en faveur de la justice sociale et environnementale. Face à la volonté de diviser jeunes et retraitées, salariées et retraitées, ou même les retraitées entre elles et eux, nous réaffirmons notre volonté de rassembler et de travailler ensemble pour un véritable changement de société. Nous mènerons les luttes nécessaires pour la paix dans le monde, contre les ventes d'armes et l'augmentation des budgets militaires, l'égalité entre toutes et tous, la reconnaissance du travail et, par conséquent, de la retraite.

C'est pourquoi le Comité général, réuni les 9 et 10 décembre 2024, appelle l'ensemble des retraitées à une grande journée de mobilisation nationale dans la deuxième quinzaine de mars et à faire de l'année 2025 l'année de la reconquête de la Sécurité sociale et du droit à la Santé.

Montreuil, le 10 décembre 2024

[PENDANT CE TEMPS-LÀ, LE MAIRE DE TOULOUSE...

▶ **Alors que la majorité de droite présente un budget sans connaître celui du pays et annonçant de possibles baisses de 40 % des subventions avec 27 millions de prélèvement de l'Etat, le maire et le financier en chef de la ville tiennent un message « comme si tout allait bien » et annonce dans une vidéo aucun licenciement.**

Certes, licencier dans la fonction publique est pour l'instant difficile mais par contre la droite va poursuivre l'arrêt des contractuels le non recrutement des étudiants saisonniers, l'augmentation des tarifs, la restriction des horaires des crèches des bibliothèques des équipements sportifs.

Comme Gabriel Attal et Bruno Lemaire en mai dernier, la majorité toulousaine masque les choix catastrophiques des gouvernements successifs.

La casse des services publics et des associations va appauvrir la ville et ses habitants.

La situation financière de la ville va encore s'aggraver avec la gestion de droite, en partie cachée par un choix de non transparence et de présentation d'un budget irréaliste avec la moitié des choix financiers qui restent hypothétiques.

CONCERTATION

RETRAITES

► **Sophie Binet et Denis Gravouil ont participé à une réunion, le 17 janvier 2025, avec le Premier ministre et la ministre du travail sur la réforme des retraites.**

Sophie Binet a déclaré que les actions du président et son refus d'écouter les syndicats ont entraîné une augmentation du désespoir social et ont favorisé l'extrême droite. Les travailleurs attendent un changement pour sortir de la crise sociale, économique, environnementale et démocratique.

Elle a demandé l'abrogation de la réforme, y compris la suppression de l'âge de départ à 64 ans et le rétablissement des régimes antérieurs. La CGT soutient un départ à la retraite à 60 ans, soulignant l'urgence sociale de cette demande.

Bien que l'âge de départ ait été repoussé de 6 mois à 62 ans et demi, le nombre de chômeurs de plus de 62 ans a augmenté de 50 %. Les travailleurs dans des métiers pénibles sont souvent inactifs dès 50 ans, et les femmes sont particulièrement touchées par le report de l'âge de départ.

Sophie Binet a suggéré d'organiser une conférence sociale sur les retraites, plutôt qu'un conclave secret, pour impliquer les millions de travailleurs concernés. Elle a également demandé que toutes les organisations syndicales soient invitées aux discussions, et



que le financement des retraites soit clarifié. Elle a insisté sur le fait que les retraites ne sont pas responsables du déficit du pays et que l'État doit payer les retraites des fonctionnaires. La réforme doit être discutée rapidement, en commençant par le financement du retour à 62 ans, avant d'aborder la question de la pénibilité. Nous avons bloqué la tentative de vos prédécesseurs de faire les poches du régime Agirc Arrco, nous n'accepterons pas de nous engager dans des discussions où la facture à régler serait alourdie de 40 milliards d'euros par un tour de passe-passe comptable. Enfin, elle a souligné que la réforme souffre d'un manque de légitimité démocratique et que le parlement ou le peuple doivent avoir le dernier mot. Elle a conclu en affirmant que la CGT se sent responsable envers les millions de salariés qui attendent l'abrogation de cette réforme.

TLC : COMMENT UTILISER VOS CARTES ADHERENTS

► **Le prestataire (Chronostart) chargé par TLC Occitanie de générer les Cartes Loisirs 2025 vous a adressé un mail avec comme pièce jointe votre Carte Loisirs 2025.**

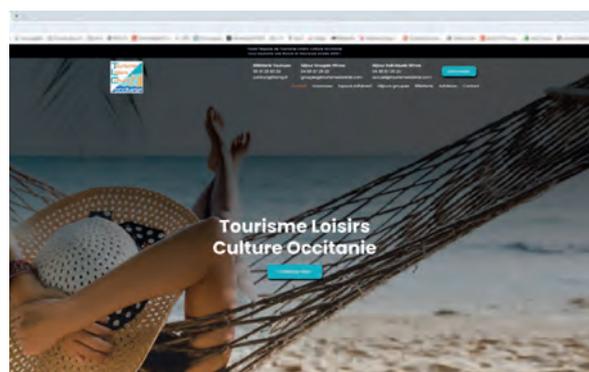
Si après avoir vérifié vos courriers indésirables et spams, vous n'avez rien reçu, merci de bien vouloir nous en informer afin que l'on puisse remédier à ce désagrément.

Une fois téléchargé ou imprimé votre Carte Loisirs 2025, selon les prestataires, il vous suffira :

- soit de présenter votre Carte Loisirs 2025 pour bénéficier de réduction (billetterie ou séjours) ;



- soit de commander (après leur avoir communiqué votre numéro de carte 2025) billetterie ou séjours à tarifs réduits à TLC Occitanie ;
- soit après avoir créé votre espace adhérent 2025 sur le site de TLC Occitanie (connexion) : <https://www.tlcoccitanie.com> commander et acheter en ligne à tarifs réduits billetterie et séjours.



Restant à votre disposition pour de plus amples renseignements.

Philippe Moitry



Association
de

Tourisme Social de la CGT!

- Une association de Tourisme de proximité à votre écoute
- La mutualisation des activités pour **un Prix Adapté**
- Des vacances de qualité pour tous, **au juste prix** (locations, villages vacances)
- Des vacances en famille et en groupe
- Des vacances adaptées à vos envies et vos besoins: **une autre façon de voyager**
- Un service billetterie **tarifs préférentiels**
- Un tourisme à taille humaine, privilégiant les acteurs issus de l'économie sociale et solidaire locale.
- Locations, villages vacances: **aux tarifs collectivités**
- Cinéma, concerts, parcs de loisirs, musées en Occitanie **à tarifs réduits**
- Réduction **jusqu'à 40 %** sur les forfaits ski dans les Pyrénées, les Alpes, le Jura...
- Une assurance sports et loisirs **incluse dans l'adhésion**

<https://tlcoccitanie.com>

en Occitanie

Nîmes

Toulouse

Tél. 0466672920

Tél. 0561298329